



Aéroports de Paris compte toujours sur la turquie pour rebondir

"Nous déroulons notre plan de marche !", s'est exclamé Augustin de Romanet, PDG d'Aéroports de Paris (ADP), à l'occasion de la présentation des résultats semestriels du groupe, jeudi 29 août. Il n'empêche : sur les six premiers mois de 2013, ADP a enregistré des résultats en demi-teinte.

Si le chiffre d'affaires a progressé de 6,2 %, à 1,3 milliard d'euros, le bénéfice net est en recul de 13,9 %, à 125 millions d'euros. ADP a chiffré l'ampleur de ses réductions de coûts : le groupe veut réaliser de 71 à 81 millions d'euros d'économies, avec notamment un plan de départs volontaires portant sur 370 postes en 2013. M. de Romanet a promis qu'il y aura "zéro licenciement".

TOUJOURS UN ESPOIR DU CÔTÉ D'ISTAMBUL

Outre ce régime minceur, le PDG table toujours sur l'[international](#) pour [faire repartir](#) les bénéfices à la hausse. Contre toute attente, le rayon de soleil pourrait [venir](#) de [Turquie](#).

L'acquisition, en mai 2012, de 40 % du turc TAV, gestionnaire de l'aéroport Atatürk d'Istanbul, contre 700 millions d'euros, avait viré au désastre. En mai 2013, c'est un concurrent de TAV, proche du [pouvoir](#) en place, qui avait finalement décroché la concession du futur aéroport international stambouliote.

Mais la poursuite du mouvement de contestation contre le gouvernement islamo-conservateur turc pourrait [repousser](#) la construction du nouvel aéroport. "A ma connaissance, le consortium gagnant n'a pas fait part de son plan d'investissement. Leur projet ne prend pas d'avance", dit M. de Romanet, qui se frotte les mains.

"Nos collègues de TAV nous ont demandé de [travailler](#) avec eux sur des investissements pour accroître la capacité d'Atatürk. Nous nous y préparons très sérieusement, car il n'est pas exclu qu'on nous demande d'[aller](#) au-delà de 2021 [échéance de la concession d'Atatürk] si le troisième aéroport prend du retard."

En revanche, le dossier de la liaison rapide entre l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle et Paris, CDG Express, n'avance pas. "ADP s'est engagé à [investir](#) dans ce projet, mais il a besoin d'un cadre, d'une garantie pérenne", a pointé M. de Romanet, qui demande un engagement de l'Etat. Frédéric Cuvillier, "le ministre des [transports](#), manifeste un tel enthousiasme pour le CDG Express qu'[il a] bon espoir", confie le PDG.